



TOUTES ET TOUS PAR LA GREVE CENSURONS LE GOUVERNEMENT ET LES PATRONS

Depuis un bon mois, c'est le patronat qui a fait le buzz en déclenchant une vague de licenciements sans précédent depuis 15 ans. Il a au moins 300 000 emplois dans son viseur, tout en menaçant d'en rajouter une centaine de milliers s'il venait à l'idée du gouvernement de rogner sur un seul des 150 milliards d'euros d'argent public qu'il touche chaque année.

Joutes parlementaires stériles... pour nous

Depuis la semaine dernière, les projecteurs se sont tournés vers l'Assemblée : 49.3 ou pas ? Barnier tombera ou tombera pas ? Le Rassemblement national joue au défenseur des pauvres en menaçant de censurer le gouvernement s'il augmentait la taxe sur l'électricité ? Mais à peine Barnier avait-il cédé que Marine Le Pen l'accusait d'aggraver le déficit ! Autrement dit, de ne pas nous faire les poches d'une autre manière, car elle s'est par ailleurs opposée à toute taxe sur les riches, les actionnaires ou les entreprises.

Le RN est en fait tiraillé entre la pression de sa base, qui voudrait bien retourner vite aux urnes pour dégager Macron et Barnier, et la volonté d'apparaître aux yeux de la bourgeoisie comme un parti « responsable », ennemi du « chaos » que les macronistes promettent en cas de censure du gouvernement. Or, même le PS et Hollande sont d'accord pour faire sauter le gouvernement. Le RN n'a donc pas intérêt à apparaître moins radical, quitte à reprocher tout et son contraire à un Barnier pourtant à plat ventre pour renchérir sur de nouvelles attaques contre les immigrés ou affirmer son soutien à la politique génocidaire de l'État israélien ! Quant à la gauche, elle promettait d'abroger la réforme des retraites en un jour de parolottes et un vote à l'Assemblée. Elle a finalement démontré que le tapis vert des institutions est aussi fort pour pondre des lois anti-ouvrières que pour censurer tout ce qui pourrait aller en sens inverse.

Le 5 décembre et après, à nous de jouer...

La colère monte depuis un mois dans la fonction publique contre le passage d'un à trois jours de carence en cas d'arrêt-maladie. Si l'attaque passe, nul doute que, parmi les travailleurs du privé, ceux qui sont aujourd'hui protégés de ces jours de carence en seront également la cible.

L'appel intersyndical à la grève du 5 décembre recueille un écho extrêmement favorable, et particulièrement dans l'Éducation nationale : beaucoup d'écoles seront fermées. Alors que le gouvernement Barnier pourrait finir à la poubelle avant les sapins de Noël, il s'agit pour tous les salariés du public de s'engouffrer dans la brèche. Car, quel que soit le prochain Premier ministre, il mettra la même énergie à nous faire payer les dettes que les capitalistes ont fait contracter à l'État. Il mettra la même énergie à préserver les profits des patrons. Alors, le 12 décembre, les travailleurs du privé menacés de licenciement et les cheminots SNCF menacés de privatisation ont aussi intérêt à répondre en masse par la grève à leurs patrons.

...et de faire l'histoire ?

5 et 12 décembre : c'est une fenêtre de tir qui s'ouvre pour tous les travailleurs. Si les grévistes trouvent à leurs côtés, dans les manifestations de rue, sur les piquets de grève, d'autres travailleurs du privé et du public en lutte venus les rencontrer, des liens utiles pour tous commenceront à se nouer dans la perspective d'une lutte d'ensemble.

Personne n'a digéré la retraite à 64 ans, mais si demain une lutte d'ensemble éclate, elle ne devra pas se contenter de primes de licenciement misérables, de la suppression des jours de carence ou de 0,5 % d'augmentation de salaire. C'est l'ensemble de nos revendications que nous devons discuter entre nous, pour pouvoir les imposer finalement à nos adversaires !

Éditorial du NPA-Révolutionnaires du 2 décembre 2024

Ce bulletin est le tien, fais le circuler ! Tu peux nous aider en informant. Prends contact avec nos militants :



NPA Grenoble Isère



npa.revo.grenobleisere



npa-revolutionnaires.org



npa.revo.grenoble



npa.grenobleisere@gmail.com

**MANIFESTATION ET GREVE
A L'APPEL DE LA FONCTION PUBLIQUE
JEUDI 5 DECEMBRE - 10h GARE GRENOBLE**

ABONNE-TOI A NOTRE
NEWSLETTER EN SCANNANT
LE QR CODE OU A L'ADRESSE

[HTTPS://FRAMALISTES.ORG/
SYMPA/SUSCRIBE/
NEWSLETTERNPAGRENOBLEISERE](https://framalistes.org/sympa/suscribe/newsletternpagrenobleisere)



ST-Micro : Contre les licenciements : préparons la grève et organisons-nous avec les salarié.e.s également menacés.

Des « économies à trois chiffres en millions de dollars », l'objectif d'un chiffre d'affaire à \$20 milliards d'ici 2030 et la promesse de « réorganiser nos sites afin de gagner en compétitivité sur un marché de plus en plus agressif ». Les annonces faites vendredi 20 novembre par Jean-Marc Chéry, PDG de ST, aux actionnaires laissent entrevoir de nouvelles attaques contre l'emploi et les conditions de travail. Chéry se sent ainsi obligé d'affirmer « aucun site ne fermera » dans un entretien à Boursorama. De leur côté, dans un courrier adressé aux responsables politiques, la CGT et la CFDT s'inquiètent de l'avenir des sites qui ne produisent ni 300mm, ni carbure de silicium en 200mm et parmi lesquelles figurent Crolles 200 mais aussi Tours 150 et Rousset 200.

Mais penser que l'État pourrait protéger les salarié.e.s parce qu'il est actionnaire majoritaire et qu'il a versé 2,9 milliards d'euros de subventions à ST Micro est une dangereuse illusion. Entièrement du côté des patrons, l'État accompagne déjà les plans de licenciements chez Vencorex, Auchan, Michelin ou encore Arcelor-Mittal. La presse parle ainsi de 300 000 emplois menacés, sans compter ceux du public qui subiront les coupes du budget 2025. La seule force qui permettrait d'empêcher les attaques contre l'emploi et les conditions de travail, c'est celle que représenterait la mobilisation et la grève de l'ensemble des salarié.e.s menacés. Alors n'attendons pas pour nous lier aux salarié.e.s déjà mobilisés contre les licenciements : à Vencorex un piquet se tient jour et nuit sur lequel il est possible de discuter avec les grévistes, à Valéo, TeamTex et PhotoWatt, dans le nord-isère, des mobilisations ont eu lieu ou sont prévues. Les actionnaires se sont donnés un plan pour les mois et années à venir. Nous, salarié.e.s, devons faire de même en commençant à discuter, à nous organiser et à préparer la grève contre ces attaques.

Solidarité avec les Vencorex, non à la fermeture

Voilà maintenant un mois que les grévistes de Vencorex ont commencé leur bras de fer avec la direction de l'entreprise pour sauver leurs emplois. Plusieurs initiatives de leur part ont permis à donner à leur lutte un caractère national. Des liens ont également été noués avec les Michelin et Auchan.

Mais les négociations ouvertes avec l'État et les patrons s'avèrent brutales. Chez Jean-Luc Béal, président de Vencorex nommé en mars dernier par l'actionnaire PTT-GC, la volonté de faire les poches aux salariés est manifeste. Cadre dirigeant d'Atochem, devenu Arkema, Béal s'attache depuis 1989 à redresser, fermer ou céder les filiales jugées trop peu rentables par le poids lourd de la chimie française. De son côté Ferracci, ministre de l'Industrie, assume son projet d'accompagner les licenciements.

Les espoirs de victoire sont donc à mettre dans l'extension de leur grève et dans la coordination de toutes celles et ceux qui subissent des licenciements et suppressions d'emploi. C'est par la multiplication des discussions, assemblées générales et rencontres qu'il sera possible pour les salariés de construire, elles et eux-mêmes, un plan de bataille à même de transformer la catastrophe sociale en révolte générale.

Guerre des semi-conducteurs : Trump dans la continuité de Biden

L'administration Biden a annoncé ce lundi de nouvelles sanctions à l'encontre d'entreprises de semi-conducteurs chinoise. Son remplacement par Trump en janvier devrait marquer la poursuite de la guerre commerciale avec la Chine. Trump avait lui-même pris de nombreuses sanctions, notamment contre Huawei. Il avait aussi évité de critiquer le CHIPS Act et ses \$20 milliards de prêts et subventions promis à Intel malgré les prévisions de licenciement de 15 % des salarié.e.s. Pour ne pas avoir à subir les conséquences de cette lutte entre capitalistes des puces, les salarié.e.s ne pourrions compter que sur leurs propres mobilisations, et sur leur solidarité internationale de travailleurs et travailleuses.

Le 17 décembre : versez au drapeau rouge !

Le 17 décembre, nous organiserons une collecte afin de contribuer au financement de ce bulletin. S'il vous semble utile, par les idées communistes et révolutionnaires qu'il défend, ou par l'intérêt des informations qu'il contient, n'hésitez pas à le soutenir financièrement !

Ce bulletin est le tien, fais le circuler ! Tu peux nous aider en informant. Prends contact avec nos militants :



NPA Grenoble Isère



npa.revo.grenobleisere



npa-révolutionnaires.org



npa.revo.grenoble



npa.grenobleisere@gmail.com